

10 c. le numéro

LE PLUS FORT TIRAGE DES JOURNAUX DE PROVINCE

Le numéro 10 c.

La Situation reste confuse en Russie

Paris, 16 novembre. — La situation est le nouveau traité de commerce en Russie. Kérénsky est-il à Pétrograd ? S'il est en route, est-il le maître ? Le mouvement bolcheviste est-il éteint ? Les communistes continuent-ils encore ? Voilà les questions que l'on peut se poser, mais auxquelles il est difficile de répondre. Il faut attendre le prochain bulletin des télégrammes reçus dans la nuit.

Stockholm, 15 novembre. — Les dernières nouvelles parvenues à Stockholm sont loin de donner à affirmer son autorité et il semble que Kérénsky n'ait pas encore repris son rôle de maître de la situation.

Les communications télégraphiques avec la Russie sont complètement interrompues depuis mardi. Les voyageurs arrivant d'Ha-paranda fournissent des informations très contradictoires. Les nouvelles qui ont été reçues par les journaux de Pétrograd, indiquent que le comité de salut public poursuit son action et que l'armée ne marche pas avec les Bolcheviks.

Les Promesses de Kérénsky

Pétrograd, 15 novembre. — Des déclarations mixtes de Kérénsky sont concentrées dans les journaux de Pétrograd à l'annonce de son retour. Elles annoncent la suppression des Bolcheviks et le transfert des pouvoirs aux organisations démocratiques. Les organisations comprennent un parlement et un comité pour la sauvegarde du pays et de la révolution. Les journaux de Pétrograd, Kérénsky une délégation lui demandant d'abandonner de prendre des mesures agressives contre les ouvriers et la garnison de Pétrograd.

Kérénsky a déclaré qu'il ne poursuivait pas une conduite d'apaisement. Il se proposait de prendre des mesures de répression dans le cas où des partis socialistes arriveraient à un accord.

Les Négociations entre Kérénsky et les Bolcheviks

Londres, 16 novembre. — On a reçu le télégramme suivant :

Pétrograd, 15 novembre. — Les négociations se poursuivent lundi pour la création d'un gouvernement provisoire. Les conditions au syndicat des cheminots. Pendant les négociations, la grève des cheminots a été ajournée. Les négociations socialistes ont offert aux bolchevistes un accord sur les bases suivantes :

1. Désarmement des garnisons ;
2. La garnison de Pétrograd sera placée sous le contrôle de la municipalité ;
3. Les opérations militaires cessent. Les premières conditions ont été acceptées.
4. Garantie absolue sera donnée que l'armée de Kérénsky, en pénétrant dans Pétrograd, n'aura pas un seul coup de feu ;
5. Elle s'abstiendra d'exécuter des arrestations et des perquisitions de maison en particulier ;
6. Si un armistice était conclu sur les bases précitées, les négociations commenceraient par l'organisation d'un gouvernement provisoire comprenant tous les partis socialistes, à l'exclusion des bolchevistes. Le programme du nouveau gouvernement serait le suivant :

1. Conclusion rapide de la paix ;
2. Transfert de toutes les terres aux commissions agricoles ;
3. Convocation de la Constituante à la Basse.

Les bolchevistes souscrivent à toutes ces conditions, sauf qu'ils réclament être représentés dans le nouveau gouvernement, et que le gouvernement soit responsable envers la nouvelle commission exécutive centrale des bolchevistes.

Les bolchevistes ont refusé la proposition d'un armistice de trois jours. Ils ont exigé avant tout l'armistice de l'accepter dans des conditions qui forment la base de l'accord.

Les Hostilités suspendues

Pétrograd, 15 novembre. — Les hostilités sont suspendues depuis deux jours, d'un commun accord. Les négociations se poursuivent dans les groupes maximalistes ont repris Tsarskoïe-Selo, dans la nuit du 12 au 13.

La ville de Pétrograd est calme. Les ambassadeurs et les étrangers n'ont pas été inquiétés. Les négociations se poursuivent à la grève des employés; le commerce a repris sa marche habituelle. Les tramways fonctionnent.

LES "AFFAIRES"

L'Affaire Bolo

BOLO NIE LES CHARGES ERASBRANTS

Paris, 16 novembre. — L'interrogatoire de Bolo, hier matin, ne nécessita pas moins de trois heures. Bolo expliqua sur les documents américains qu'il avait traduits. Ceux-ci se rapportent aux 10 millions versés pour le comité de Bolo par la banque Morgan de New-York, et provenant de la Deutsche Bank.

Bolo a persisté à opposer à toutes les charges qui sont sur lui les dénégations les plus absolues. Il prétend avoir, au contraire, accompli un acte de haute loyauté, l'occasion son devoir de bon Français.

Bolo a persisté à dire que les déclarations relatives à son rôle ont été inspirées par les agents de l'Allemagne. On veut, dit-il, se venger de lui parce qu'il a trompé leurs espérances, et que les moyens mis à sa disposition pour favoriser la progression allemande ont été employés dans un but contraire. Et il se refuse d'en donner comme preuve la campagne menée par le « Journal » pour intensifier la fabrication de notre matériel de guerre.

Le capitaine Bouchardon lui ayant ensuite fait donner lecture de la déposition du peintre Panon, l'ancien ami de Bolo, Bolo s'est écrié : « Je ne reconnais pas ce Bolo ». Bolo s'est efforcé de nier tous les faits qui y sont rapportés. On sait que le témoin a affirmé avoir vu Bolo à la banque Morgan, 30,000 fr. pour accomplir une mission en Amérique.

Il s'agissait d'obtenir, a déclaré M. Panon, l'expédition d'un télégramme qui aurait permis à Bolo de faire un alibi au sujet de divers versements de fonds.

Hier, Bolo, qui avait tout nié précédemment, n'a pu nier qu'il avait reçu, en effet, à la banque Morgan, 30,000 fr. pour remplir cette mission compromettante. Mais il a qualifié de « faibles renseignements » les autres allégations du témoin. A son tour, M. Panon, en l'accusant faussement, a dit simplement au témoin de se venger de lui. Bolo, d'ailleurs, pour présenter sa défense, ne manque pas de ressources. S'il juge avoir été trompé, il se vengera derrière un manque absolu de mémoire.

L'Affaire Turmel

L'INTERROGATOIRE DE M^{me} TURMEL

Paris, 14 novembre. — Mme Turmel, après avoir reconnu le change des billets suivants effectué par elle à la banque Jordas, a déclaré toutefois être en désaccord avec l'employé de l'établissement de crédit sur le chiffre de la somme qui, d'après elle, serait un peu inférieur à 280,000 francs, contrairement à ce qu'a affirmé la banque.

Mme Turmel a dit avoir toujours ignoré les affaires de la banque Jordas, et qu'elle n'aurait eu connaissance de la provenance de l'argent qu'il lui avait remis que par le cabinet de M. Gilbert et son fils, qui, d'après elle, ont été chargés de la déposition de sa femme, qu'il confirme en tout point.

LES DOMMAGES-INTERETS ENVERS M. COUSIN

Paris, 15 novembre. — On sait que la chambre des mises en accusation a rejeté l'appel interjeté par M. Cousin contre l'ordonnance de non-lieu en faveur de M. Cousin, huisier à la Chambre des députés, dans la plainte de M. Turmel. M. Cousin a été condamné à 5,000 francs de dommages-intérêts envers M. Turmel.

M. Turmel s'est pourvu en cassation contre cet arrêt. M. Turmel a fait assigner M. Cousin à la Cour suprême, en vertu de l'article 1033 du Code de procédure civile, et a demandé que M. Turmel fût déclaré M. Turmel déchu de son pourvoi.

L'ancien avoué de Lorraine resté donc définitivement condamné à 5,000 francs de dommages-intérêts envers M. Cousin qui conserve en outre le droit de poursuivre M. Turmel en police correctionnelle, en vertu de la dénonciation calomnieuse.

Compromis probable

Pétrograd, 15 novembre. — Les pourparlers se poursuivent sur la position d'après les cheminots, qui ont menacé de se mettre en grève pour la constitution d'un ministère purement socialiste. Les communistes refusent d'accepter le concours des maximalistes; mais un compromis est probable.

On se battra toujours à Moscou

Pétrograd, 15 novembre. — D'après les dernières nouvelles reçues de Moscou, on se battra toujours à Moscou, et les combats sont très acharnés. Le gouvernement s'est retranché dans le Kremlin, qui est soumis à un fort bombardement d'artillerie.

Dans la nuit, le général Kalédine étend son influence et gagne du terrain.

2,600 tués et blessés à Moscou

Pétrograd, 15 novembre. — Les récentes batailles dans les rues de Moscou ont coûté 2,600 tués et blessés.

Expiration de l'Armistice de Moscou

Pétrograd, 15 novembre. — L'armistice de Moscou expire aujourd'hui.

Violents Combats à Kiev

Pétrograd, 15 novembre. — On annonce de Kiev que de violents combats ont lieu dans toute la ville. Des avions et participent aussi les deux côtés. On compte de nombreuses victimes.

Renforts d'Helingsfors pour Pétrograd

Stockholm, 15 novembre. — Cinquante trains chargés d'artillerie et d'hommes, ainsi que des officiers, ont quitté la ville d'Helingsfors pour Pétrograd.

Les Allemands croient Lenine vaincu

Lausanne, 16 novembre. — D'après les nouvelles publiées par la presse allemande, il semblerait que la victoire de Kérénsky sur les bolchevistes, en Allemagne, a été ajournée, à la grande déception des allemands qui croient que Lenine est tout à fait désespéré.

Les Soviets abandonneraient Lenine et Trotsky

Pétrograd, 16 novembre. — Un gouvernement de coalition possible, les soviets étant disposés à abandonner Lenine et Trotsky.

Les Ambassades n'ont pas souffert

Pétrograd, 15 novembre. — Les ambassades n'ont pas souffert. Les banques sont toujours fermées, en raison de la grève des employés, mais le commerce a repris son cours, et les tramways circulent.

Les Communications télégraphiques rétablies entre la Suède et la Russie

Stockholm, 15 novembre. — Les communications télégraphiques entre Stockholm et Pétrograd viennent d'être rétablies.

Les Trains arrêtés

Stockholm, 15 novembre. — De source sûre, on a appris aujourd'hui que les communications par chemin de fer seraient interrompues avec la Russie. Le train parti de Pétrograd mercredi matin arrivera à Stockholm dimanche, mais le train parti de Torsnevo pour Pétrograd a été arrêté aujourd'hui à Uleaborg.

Grève générale en Finlande

Stockholm, 15 novembre. — La grève générale aurait éclaté en Finlande.

Les Cosaques d'Orenburg se prononcent pour les Alliés

Genève, 15 novembre. — Le Congrès des cosaques d'Orenburg a décidé d'expulser des gens qui sement la discorde et provoquent l'indiscipline, et de collaborer étroitement à l'œuvre des alliés, car seule la défaite des ennemis de la Russie peut garantir la liberté et l'indépendance.

L'Affaire Paix-Séailles

UNE INFORMATION OUVERTE

Paris, 16 novembre. — A la suite de la déposition faite hier par le capitaine Mathieu devant le rapporteur du deuxième conseil de guerre, le capitaine Mathieu a déclaré qu'il avait un ordre d'informa-tion a été signé contre lui.

UNE GRAVE ACCUSATION

Paris, 16 novembre. — L'inculpation du capitaine Mathieu, qui a été transformé en témoin, a été l'objet de la sévère réprobation de la presse. Le capitaine Mathieu a été accusé de la divulgation des documents.

M. Mathieu, on sait que le capitaine Mangin-Bocquet a reçu hier un nouveau témoignage important, celui du lieutenant Richou, qui a déclaré que le capitaine Mangin-Bocquet, autrefois adjoint au commandant Baudier, ancien chef du service des renseignements au commandement de Paris, avait déposé une déposition récente, avait révélé qu'il avait eu connaissance de l'existence de la Paix-Séailles, et qu'il avait été d'entretenir avec son ancien associé, l'Allemand Emmel, il avait prescrit une enquête. Bolo fut interrompu par ordre supérieur.

Le lieutenant Bitard-Moulin a pleinement confirmé ce témoignage : c'est lui qui était chargé de l'enquête par le commandant, et il a vu, quelques jours plus tard, de son chef, l'ordre de ne pas poursuivre.

Ce n'est pas, a-t-il ajouté, la seule fois qu'un incident de ce genre s'est produit. A divers reprises, et notamment dans l'affaire des réformes, traquées, un ordre analogue m'a été transmis.

La C. G. T. et les Scandales

Paris, 16 novembre. — On communique une note du comité central de la C. G. T. protestant contre les insinuations tendancieuses lancées sans preuve à l'égard des militants de la C. G. T. dans le dossier de la responsabilité des auteurs des déclarations relatives à la Paix-Séailles.

La note se termine ainsi :

« Le mouvement ouvrier ne saurait laisser se propager des erreurs monstrueuses qui permettraient demain à ses adversaires de remettre en question l'honnêteté et la probité de ses militants. Nous nous engageons à faire connaître les véritables responsables de ces insinuations et à leur faire subir les sanctions qui leur sont dues. »

Une Carte de Tabac sera-t-elle constituée ?

Paris, 16 novembre. — La cause de la crise du tabac est que la culture du tabac nationale a considérablement diminué par suite du défaut de main-d'œuvre. En outre, les importations de tabacs étrangers ont subi un fléchissement. Les régions françaises qui fournissent le plus de tabac sont la Dordogne et le Périgord, ont perdu la majeure partie de leurs plantiers, partis aux armées. Le nombre d'hectares cultivés a donc diminué dans des proportions considérables. Il est à craindre que la situation ne s'aggrave encore l'an prochain, elle est déjà grave encore dans les Landes, la Haute-Garonne et les Hautes-Pyrénées, où les déficits de culture sont de 68 %, de 63 % et de 50 %.

D'autre part la consommation se trouve augmentée de 50 %.

Deux tendances se manifestent chez les autres membres du groupe radical-socialiste. Les uns, au premier chef, M. Lafferre, ont une attitude de conciliation, qui, s'ils devaient être suivis d'effet, pourrait permettre la participation à la Paix-Séailles, la seconde en faveur de Tsarskoïe-Selo.

La Crise ministérielle est terminée

Le Cabinet Clemenceau est constitué

Paris, 16 novembre.

A midi, on annonçait que tous les portefeuilles étaient attribués, à l'exception de ceux du ravitaillement et de l'agriculture, pour lesquels des offres étaient faites à des députés dont la

réponse était attendue d'un moment à l'autre. On ajoutait que leur acceptation était considérée comme très probable. Tous les autres portefeuilles étaient, assurait-on, attribués de la manière suivante :

- MM.
- CLÉMENTEAU**, sénateur, Présidence du Conseil et Guerre.
- NAIL**, député, Justice.
- PICHON**, sénateur, Affaires étrangères.
- PAMS**, sénateur, Intérieur.
- KLOTZ**, député, Finances.
- Georges LEYGUES**, député, Marine.
- CLÉMENTEL**, député, Commerce.
- CLAUVELLE**, Travaux publics.
- LOUCHEUR**, Armement.
- LAFFERRE**, député, Instruction publique.
- Henry SIMON**, député, Colonies.
- COLLIARD**, député, Travail.

Il est également élu à présent délégué de M. Jeanneney, sénateur, directeur au ministère de la guerre comme sous-secrétaire d'Etat. M. Cels, député du Lot-et-Garonne, ira comme sous-secrétaire d'Etat à la marine.

La question des autres sous-secrétaires d'Etat sera résolue dans le courant de l'après-midi, après que M. Clémenteau aura présenté ses collaborateurs au Président de la République.

Cette présentation aura lieu à trois heures, à l'Élysée.

Une première réunion du conseil aura lieu après cette présentation.

Le cabinet Clémenteau sera appelé à se prononcer sur sa composition et son programme.

D'après ceux qui le précèdent, avant l'avantage de réserver la liberté d'action du parti dont les membres se rallieront ultérieurement, pour ou contre la commission Clémenteau, selon que ses déclarations et ses actes seraient ou ne seraient pas satisfaisants.

Quant aux socialistes indépendants, dont le nombre est resté de 150, ils se sont divisés en deux groupes. Le premier, qui se propose de se rallier à la commission Clémenteau, dont les membres se rallieront ultérieurement, pour ou contre la commission Clémenteau, selon que ses déclarations et ses actes seraient ou ne seraient pas satisfaisants.

Le second groupe, qui se propose de se rallier à la commission Clémenteau, dont les membres se rallieront ultérieurement, pour ou contre la commission Clémenteau, selon que ses déclarations et ses actes seraient ou ne seraient pas satisfaisants.

La Matinée de M. Clémenteau

Paris, 16 novembre. — M. Clémenteau a quitté son domicile de la rue Franklin à 10 h. 30, pour se rendre au Palais National, où il a eu une longue conférence avec M. André Tardieu, député de Seine-et-Oise et haut-commissaire du gouvernement français aux États-Unis. M. Clémenteau, qui était allé conférer avec le Président de la République, est rentré à son domicile à 11 h. 30.

M. André Tardieu nous a déclaré que M. Clémenteau lui avait fait l'honneur de lui offrir un portefeuille dans sa combinaison. M. Clémenteau a accepté, mais il a refusé de l'accepter, car il n'est resté à accomplir aux États-Unis.

M. André Tardieu nous a dit que pendant quelques instants le général Mangin a été privé de l'accès ensuite deux minutes d'intervention aux journaux pour leur dire en privé de venir, avant de se mettre à table :

- 1. Mon ministère est fait. Je présente cette après-midi mes collaborateurs au Président de la République.
- 2. M. Clémenteau a reçu, vers midi, M. Colliard, député radical-socialiste du Rhône, et M. André, député radical-socialiste de Basses-Alpes.
- 3. M. Clémenteau a reçu hier à son tour et conféré jusqu'à midi quarante-cinq avec M. Clémenteau.

Quelques Opinions

M. Lafferre, du groupe radical-socialiste : « Il ne faut pas qu'on puisse, en cas de défection, se retirer de la combinaison. Il faut faire porter la responsabilité au parti radical-socialiste. »

M. Magnié, du groupe radical-socialiste : « M. Clémenteau est le plus enthousiaste de ce soir; je suis pour Clémenteau à fond. Au point de vue extérieur surtout, l'arrivée de Clémenteau est une véritable garantie. C'est un Lloyd George avec l'expérience en plus. »

M. Treutin, du groupe radical-socialiste : « Mon parti s'est refusé à toute exclusivité; il ne veut pas marcher à la remorque du parti socialiste. »

M. Symian, du groupe radical-socialiste : « Refuser à Clémenteau le droit de constituer un cabinet serait amoindrir son prestige et nuire à l'opinion publique. »

M. Cécé, du groupe radical-socialiste : « Mon opinion ? Elle est conforme à celle de l'immense majorité du parti radical-socialiste. Au cours de notre dernière réunion, les trois orateurs qui ont parlé en faveur de Clémenteau ont été très chaleureusement accueillis. Le groupe a maintenu sa résolution, c'est tout ce que je dirai. »

M. Lucien Dumont, de l'union républicaine : « Clémenteau est un homme en séance publique, je réclame une opération chirurgicale. Tantôt, j'ai été heureux d'apprendre qu'il avait été nommé ministre, tantôt j'ai eu le regret de ne pas l'être. »

M. Charles Benoist, de la Fédération républicaine : « M. Clémenteau est un homme charnant. Nous aurons eu des polémiques, des querelles, mais nous ne sommes pas des Bédouins. Nous sommes des Français. Nous sommes des hommes de bien. Nous sommes des hommes de bien. Nous sommes des hommes de bien. »

M. Lasies, indépendant : « Je constate que le ministère Clémenteau est un ministère de ceux qui espèrent qu'il agira très énergiquement sans s'arrêter aux considérations de personnes pour le plus grand bien du pays. »

M. Bonjean, de la Fédération républicaine : « Je suis ravi du choix du Président de la République. C'est un homme de bien, un homme de la trempe de Clémenteau, d'autant plus qu'il n'a pas été au pouvoir depuis le début de la guerre. Notre pays a un grand avenir devant lui. »

M. Gachin, du groupe socialiste unifié : « Nous redoutons que la combinaison Clémenteau ne soit qu'un jeu d'homme. Nous ne sommes pas des hommes de bien. Nous sommes des hommes de bien. Nous sommes des hommes de bien. »

Les Radicaux socialistes

Paris, 16 novembre. — Les radicaux socialistes ont tenu ce matin, à la Chambre, une courte réunion, sous la présidence de M. René Renoult, qui a décidé de se réunir de nouveau le soir, à 8 heures, pour discuter la question de la participation à la Paix-Séailles.

M. Clémenteau a été très chaleureusement accueilli. Le groupe a maintenu sa résolution, c'est tout ce que je dirai.

M. Clémenteau a été très chaleureusement accueilli. Le groupe a maintenu sa résolution, c'est tout ce que je dirai.

Chef les Socialistes

Paris 15 novembre. — Pendant la délibération du conseil radical-socialiste, M. Pierre Laval a prononcé un véritable discours. Il a déclaré que le groupe du Sénat et le comité exécutif de la rue de Valenciennes, ont examiné la situation politique et approuvé à l'unanimité l'exposé de M. Clémenteau. Il a déclaré que le groupe du Sénat et le comité exécutif de la rue de Valenciennes, ont examiné la situation politique et approuvé à l'unanimité l'exposé de M. Clémenteau.

M. Clémenteau a été très chaleureusement accueilli. Le groupe a maintenu sa résolution, c'est tout ce que je dirai.

Les Socialistes unifiés

Paris, 16 novembre. — Les socialistes unifiés ne se réuniront que cette après-midi, mais ils déclarent maintenir l'exclusivité qu'ils ont prononcée contre un ministère Clémenteau.

A l'Alliance républicaine démocratique

Paris, 16 novembre. — L'Alliance républicaine démocratique nous communique une note où elle dit :

« Ce n'est l'heure ni des combinaisons électorales, ni des manœuvres de parti. C'est l'heure de la politique nationale composée de quelques hommes clairvoyants et énergiques décidés à faire triompher la République. »

M. Hervé réplique :

« La démocratie, et de liberté, doit cesser temporairement dès que le canon tonne, sous peine de catastrophe nationale. La politique de démocratie est le régime de guerre, c'est le régime des « Soviets ». Et le régime des « Soviets », c'est la décadence, l'invasion, la ruine, la mort. »

M. Hervé réplique :

« La démocratie, et de liberté, doit cesser temporairement dès que le canon tonne, sous peine de catastrophe nationale. La politique de démocratie est le régime de guerre, c'est le régime des « Soviets ». Et le régime des « Soviets », c'est la décadence, l'invasion, la ruine, la mort. »

Les Journaux

Paris, 16 novembre. — M. Caillaux, rapporteur de la loi de finances, a déclaré qu'il avait écrit ces jours-ci « un petit partisan d'une politique démocratique de gauche ».

M. Hervé réplique :

« La démocratie, et de liberté, doit cesser temporairement dès que le canon tonne, sous peine de catastrophe nationale. La politique de démocratie est le régime de guerre, c'est le régime des « Soviets ». Et le régime des « Soviets », c'est la décadence, l'invasion, la ruine, la mort. »

LE CHIRURGIEN

Paris, 16 novembre. — M. Caillaux, rapporteur de la loi de finances, a déclaré qu'il avait écrit ces jours-ci « un petit partisan d'une politique démocratique de gauche ».

M. Hervé réplique :

« La démocratie, et de liberté, doit cesser temporairement dès que le canon tonne, sous peine de catastrophe nationale. La politique de démocratie est le régime de guerre, c'est le régime des « Soviets ». Et le régime des « Soviets », c'est la décadence, l'invasion, la ruine, la mort. »

COMMUNIQUÉS FRANÇAIS

Du 15 Novembre (23 heures)

Rien à signaler en dehors d'une lutte d'artillerie assez violente DANS LA REGION AU NORD DE BRAYE-LE-NOUVEAU, sur la rive droite de LA MEUSE.

Du 16 Novembre (14 heures)

EN BELGIQUE, les Allemands ont tenté d'enlever un de nos points d'appui au nord de VELODK. L'attaque a complètement échoué et a valu des pertes sensibles à l'ennemi.

Nuit calme sur le reste du front, sauf sur la RIVE DROITE DE LA MEUSE, où la lutte d'artillerie se maintient vive.

Nancy bombardée

Pas de Victime

Paris, 16 novembre (officiel). — Des avions allemands ont bombardé la région au sud de Nancy. Aucune victime.

Un Avion allemand de Metz atterri sur la Côte-d'Or

Dijon, 15 novembre (retardé). — Un avion allemand a atterri aujourd'hui près de Saint-Amand-les-Eaux. Les pilotes ont été capturés et les débris ont été détruits par les deux aviateurs qui le montaient.

La Route est barrée à l'ennemi

Rome, 16 novembre. — Malgré d'incessantes attaques de l'ennemi contre les plateaux d'Asiago, les troupes italiennes ont pu opérer leur jonction sur la ligne des positions qui barrent le passage.

Venise s'évacue

Venise, 16 novembre. — Venise est presque vide, sa population étant réduite de 100,000 à 20,000. Malgré tout, les lignes de l'ennemi à l'embouchure de la Piave et son effort pour prendre le long tronçon de la ligne de la Piave, la population qui est demeurée à Venise est calme.

Un Avion allemand de Metz atterri sur la Côte-d'Or

Dijon, 15 novembre (retardé). — Un avion allemand a atterri aujourd'hui près de Saint-Amand-les-Eaux. Les pilotes ont été capturés et les débris ont été détruits par les deux aviateurs qui le montaient.

La Route est barrée à l'ennemi

Rome, 16 novembre. — Malgré d'incessantes attaques de l'ennemi contre les plateaux d'Asiago, les troupes italiennes ont pu opérer leur jonction sur la ligne des positions qui barrent le passage.

Venise s'évacue

Venise, 16 novembre. — Venise est presque vide, sa population étant réduite de 100,000 à 20,000. Malgré tout, les lignes de l'ennemi à l'embouchure de la Piave et son effort pour prendre le long tronçon de la ligne de la Piave, la population qui est demeurée à Venise est calme.

Un Avion allemand de Metz atterri sur la Côte-d'Or

Dijon, 15 novembre (retardé). — Un avion allemand a atterri aujourd'hui près de Saint-Amand-les-Eaux. Les pilotes ont été capturés et les débris ont été détruits par les deux aviateurs qui le montaient.

La Route est barrée à l'ennemi

Rome, 16 novembre. — Malgré d'incessantes attaques de l'ennemi contre les plateaux d'Asiago, les troupes italiennes ont pu opérer leur jonction sur la ligne des positions qui barrent le passage.

Venise s'évacue

Venise, 16 novembre. — Venise est presque vide, sa population étant réduite de 100,000 à 20,000. Malgré tout, les lignes de l'ennemi à l'embouchure de la Piave et son effort pour prendre le long tronçon de la ligne de la Piave, la population qui est demeurée à Venise est calme.

Un Avion allemand de Metz atterri sur la Côte-d'Or

Dijon, 15 novembre (retardé). — Un avion allemand a atterri aujourd'hui près de Saint-Amand-les-Eaux. Les pilotes ont été capturés et les débris ont été détruits par les deux aviateurs qui le montaient.

La Route est barrée à l'ennemi

Rome, 16 novembre. — Malgré d'incessantes attaques de l'ennemi contre les plateaux d'Asiago, les troupes italiennes ont pu opérer leur jonction sur la ligne des positions qui barrent le passage.

Venise s'évacue

Venise, 16 novembre. — Venise est presque vide, sa population étant réduite de 100,000 à 20,000. Malgré tout, les lignes de l'ennemi à l'embouchure de la Piave et son effort pour prendre le long tronçon de la ligne de la Piave, la population qui est demeurée à Venise est calme.

Un Avion allemand de Metz atterri sur la Côte-d'Or

Dijon, 15 novembre (retardé). — Un avion allemand a atterri aujourd'hui près de Saint-Amand-les-Eaux. Les pilotes ont été capturés et les débris ont été détruits par les deux aviateurs qui le montaient.

La Route est barrée à l'ennemi

Rome, 16 novembre. — Malgré d'incessantes attaques de l'ennemi contre les plateaux d'Asiago, les troupes italiennes ont pu opérer leur jonction sur la ligne des positions qui barrent le passage.

Venise s'évacue

Venise, 16 novembre. — Venise est presque vide, sa population étant réduite de 100,000 à 20,000. Malgré tout, les lignes de l'ennemi à l'embouchure de la Piave et son effort pour prendre le long tronçon de la ligne de la Piave, la population qui est demeurée à Venise est calme.

Un Avion allemand de Metz atterri sur la Côte-d'Or

Dijon, 15 novembre (retardé). — Un avion allemand a atterri aujourd'hui près de Saint-Amand-les-Eaux. Les pilotes ont été capturés et les débris ont été détruits par les deux aviateurs qui le montaient.

La Route est barrée à l'ennemi

Rome

